

## Article

---

« Leadership ou partenariat? La nouvelle politique américaine »

Louis Balthazar

*Études internationales*, vol. 21, n° 4, 1990, p. 757-774.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702746ar>

DOI: 10.7202/702746ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# Leadership ou partnership ?

## La nouvelle politique américaine

Louis BALTHAZAR\*

La guerre froide est terminée. On annonçait déjà la nouvelle au début des années soixante-dix. Dans la foulée du retrait des troupes au Vietnam et des rapprochements spectaculaires avec la Chine et l'URSS en 1972, on parlait du retranchement de la puissance américaine. Déjà aussi on parlait du déclin de cette puissance, tant au niveau économique (fin du système de Bretton Woods et montée de l'Europe et du Japon) qu'au niveau militaire (parité nucléaire avec l'URSS). Jimmy Carter, en 1977, conjurait une « crainte désordonnée » du communisme et désamorçait la tension Est-Ouest. Les soviétologues faisaient état de l'énorme puissance militaire de l'URSS, mais ils signalaient aussi la faiblesse chronique de l'économie soviétique et entretenaient un effondrement éventuel de l'empire de l'Est.

La guerre froide n'a pas pris fin pour autant. Un ensemble d'accidents historiques plus ou moins bien interprétés, erreurs tactiques de la part des dirigeants soviétiques (sans doute souvent inspirées par la méfiance et l'af-folement), mésaventures et humiliations du côté américain, ont eu raison du climat de détente et ont alimenté la panique à Washington et à Moscou. Rappelons-nous qu'on est allé jusqu'à envisager avec un certain sérieux, au cours des années 1983 et 1984, la possibilité d'un affrontement nucléaire.

On pouvait donc encore douter de l'avènement d'une nouvelle ère, même en 1987, au moment où Reagan et Gorbatchev signaient des accords de désarmement nucléaire (démantèlement des missiles à longue portée en Europe). Mais les événements spectaculaires de l'année 1989 ont donné un caractère irréversible au changement. La guerre froide est bel et bien finie.

En conséquence, la politique étrangère des États-Unis a perdu ses grands objectifs, son orientation générale, voire son inspiration. On se retrouve à Washington dans une sorte de vide politique semblable à l'atmosphère des années 1945 à 1947. Au lendemain du second conflit mondial, en effet, on se préparait peu à peu à un certain repliement, faute de grandes causes à défendre. Il a fallu une nouvelle conscience de menace pour qu'apparaisse peu à peu une nouvelle politique, définie au cours de l'année 1947.

Que se produira-t-il cette fois-ci ? On hésite encore à jeter les bases d'une politique nouvelle. Tout se passe comme si les Américains, toujours un peu

---

\* Professeur au Département de science politique de l'Université Laval à Québec. Cet article a été rédigé lors d'un séjour d'étude au Center for International Affairs de l'Université Harvard. Je remercie tout particulièrement M. Stanley Hoffmann qui a bien voulu lire ce texte et me faire part de ses commentaires.

nostalgiques, redécouvraient les vertus de la guerre froide et de la stabilité du système bipolaire.<sup>1</sup> Un sondage réalisé par le *New York Times* et le réseau CBS, du 8 au 10 octobre 1990, révèle que même si 50 % des répondants croient que la guerre froide est terminée, 42 % d'entre eux croient encore le contraire. De même il s'en trouve 38 % pour considérer l'URSS comme étant toujours un État agressif (contre 43 % qui croient le contraire).<sup>2</sup> La population américaine semble donc traîner de la patte et ne pas s'engager résolument vers l'acceptation d'une nouvelle politique étrangère.

Malgré tout, il faudra bien opérer un virage. Plusieurs, parmi les responsables et les élites de la politique étrangère, s'emploient déjà à définir de nouvelles orientations. Mais l'exercice n'est pas concluant et rien n'est encore défini en haut lieu. Il est donc périlleux de tenter de prévoir ce que sera la politique étrangère des États-Unis dans les années à venir. Tout en tâchant d'éviter ce péril, le présent article veut dégager quelques lignes de force de la situation actuelle. D'abord, l'ambiance : elle est marquée par un débat entre optimistes et pessimistes. Puis, la nouvelle réalité à laquelle Washington doit faire face. Ensuite, les voies possibles de la politique à venir. Enfin, les résistances d'ordre culturel qui rendent difficile et ardu le choix qui semble bien s'imposer entre le leadership et le partenariat.

## I - Triomphe ou déclin ?

Cela ne fait aucun doute, les Américains ont gagné la guerre froide d'une manière qu'on n'aurait jamais cru aussi décisive ni aussi rapide. Il s'agit bien d'une victoire sans précédent. Le démantèlement de l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est accompagné d'un renversement quasi total de la politique extérieure soviétique correspond à une véritable « reddition sans condition » et à un triomphe de l'Occident sur le communisme qui s'avérera sans doute aussi imposant que le triomphe des Alliés sur le nazisme en 1945. Les Américains pouvaient donc, à la suite des événements de 1989, célébrer la victoire de leur système sur le système communiste. Après plus de 40 ans de menace, « l'empire du mal » s'est enfin effondré. Mais comment caractériser cette victoire ? Succès de la politique du « containment ? » Triomphe de Ronald Reagan et de sa doctrine ? Victoire définitive du capitalisme ?

Dans une bonne mesure, il est fondé de dire que le « containment » a réussi. Mais de quel « containment » s'agit-il ? Celui de George Kennan, énoncé dans son article de 1947<sup>3</sup>, qui consistait autant à compter sur la force subversive des valeurs occidentales que sur la force des armes ? Celui de John Foster Dulles qui consistait à faire reculer l'adversaire mais qui n'a jamais été appliqué ? Celui de Lyndon Johnson en Asie du Sud-Est ? Celui

1. Voir John J. MEARSHEIMER, « Back to the Future: Instability in Europe After the Cold War », *International Security*, vol. 15, n° 1 (Summer 1990), pp. 5-56. L'auteur redoute que l'Europe redevienne instable dans un système multipolaire.

2. *The New York Times*, 16 oct. 1990, p. A 12.

3. *Foreign Affairs*, Summer 1947.

de Ronald Reagan ? Si l'on s'arrête à la force des mouvements anticomunistes en Europe de l'Est, et même en Union soviétique, l'argument de Kennan est le plus impressionnant. Mais il est difficile de ne pas croire que l'équilibre nucléaire a joué un rôle important. Selon Robert W. Tucker, c'est la perte de crédibilité des desseins expansionnistes, en régime nucléaire, qui a provoqué la solution pacifique de la guerre froide.<sup>4</sup> En d'autres termes, c'est le triomphe de la stratégie du MAD («*Mutual Assured Destruction*»), de la destruction mutuelle garantie : la reconnaissance que même un avantage offensif et la supériorité nucléaire ne signifient plus rien.

C'est Ronald Reagan qui a eu le bonheur de savourer la victoire à la fin de son administration. Il n'en faut pas plus pour faire dire aux Reaganiens que la fin de la guerre froide est due à la fermeté du Président face à la croissance de l'arsenal nucléaire soviétique, à sa politique d'augmentation des dépenses militaires et à la doctrine Reagan qui consistait à contrer les percées communistes partout dans le monde. C'est là une interprétation plutôt simpliste. Disons d'abord que rien n'a bougé du côté soviétique avant l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Il est vrai que l'installation des euromissiles Pershing 2 en Allemagne de l'Ouest et l'équipement de bases européennes en missiles de croisière ont constitué une victoire pour les États-Unis. Mais peut-on vraiment dire que Gorbatchev n'aurait pas songé à la *perestroïka* et à la *glasnost* s'il avait fait face à un Président américain moins porté sur une rhétorique agressive ? Il est permis d'en douter, à tout le moins. Remarquons en outre, à la suite de Tucker, que l'empire soviétique s'est ébranlé précisément à l'endroit où la doctrine Reagan n'a pas exercé de pression, en Europe de l'Est, et non pas d'abord en Amérique centrale où tant d'efforts (au prix même de la légalité) avaient été investis.<sup>5</sup> Quant à l'initiative de défense stratégique (IDS) de Reagan, sans doute avait-elle de quoi effrayer les Soviétiques. Mais si Gorbatchev a su ramollir graduellement ses positions face au programme reaganien, il faut dire que les Américains, de leur côté, se sont peu à peu démobilisés quant à l'IDS devenu un programme moribond.

Il s'agit donc bien davantage d'une prise de conscience nouvelle du côté soviétique. Un leader soviétique plus jeune et plus alerte que ses prédécesseurs, entouré d'une élite d'analystes et d'économistes, prend conscience de la faillite du système communiste soviétique, de la nécessité de réduire les dépenses militaires et surtout d'introduire plus de liberté dans le système et, en conséquence, des éléments d'une économie de marché. C'est donc le triomphe du capitalisme ? Peut-être, mais il faut tout de suite faire deux remarques importantes. D'abord, il s'agit de la faillite d'un système bien particulier. Ce n'est pas nécessairement le socialisme (un concept vague à souhait) qui est mis en cause. La social-démocratie à la suédoise ou

4. Robert W. TUCKER, «The Sources of Soviet Conduct», «A Reconsideration : 1989 and All That», in Nicolas X. RIZOPOULOS ed., *Sea-Changes: American Foreign Policy in a World Transformed*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1990, p. 214.

5. *Ibid.*, p. 212.

selon le programme des divers partis socialistes européens, australien, néo-zélandais ou canadien, ne s'en porte pas plus mal et constitue toujours une solution de rechange au capitalisme à la Reagan ou à la Thatcher. De plus, même en supposant que le capitalisme s'impose maintenant au monde entier comme modèle économique, on peut se demander de quel capitalisme il s'agit. Les formules japonaise et allemande sont suffisamment différentes de l'américaine pour restreindre le triomphalisme américain. D'autant plus que les économies de ces deux pays se portent passablement mieux que l'économie américaine depuis quelques années.

Ceci nous amène à souligner le paradoxe de la situation. C'est précisément au moment où la puissance américaine apparaît plus fragile qu'elle remporte cette victoire qui peut être vue par certains comme une victoire à la Pyrrhus. Car on parle beaucoup de déclin aux États-Unis depuis quelques années.

### Le syndrome du déclin

Pour plusieurs analystes, en effet, les États-Unis connaissent une baisse dangereuse de leur puissance économique et ne peuvent plus prétendre au titre de puissance hégémonique. Selon certains, Washington, aussi bien que Moscou, doit s'engager dans la *perestroïka*.<sup>6</sup> Devant les succès spectaculaires de l'économie japonaise, des prises de contrôle, autrefois impensables, par des étrangers en sol américain, le fait que les États-Unis soient devenus un pays largement débiteur, qu'on n'arrive pas à combler le déficit commercial alarmant et que le déficit budgétaire chronique ait atteint des sommets sans précédents, on se demande si les Américains parviendront à maintenir leur force économique, s'ils constitueront toujours une grande puissance au 21<sup>ème</sup> siècle.

Dans cette atmosphère de pessimisme, le livre de Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*<sup>7</sup>, paru en 1987, a eu l'effet d'une bombe et devint aussitôt l'objet de controverses dans les milieux qui s'intéressent à la politique étrangère, aux États-Unis. L'ouvrage de l'historien de l'université Yale, né en Grande-Bretagne, s'applique à étudier les circonstances du déclin de grandes puissances hégémoniques au cours de l'histoire. Il en vient à la conclusion que le facteur le plus décisif du déclin des empires espagnol, hollandais et britannique réside dans ce qu'il appelle «*imperial overstretch*», c'est-à-dire des dépenses militaires excessives en vue de maintenir des objectifs disproportionnés par rapport aux ressources économiques du siège de la puissance. Selon Kennedy, les États-Unis souffrent d'un mal analogue à celui des grandes puissances en déclin : les dépenses militaires sont devenues beaucoup trop considérables à une époque où les rentrées de

6. Voir Ronald STEEL, «A Look at Europe After the Superpowers», in Rizopoulos ed., *op. cit.*, p. 10.

7. New York, Random House, 1987.

capitaux sont plus faibles et où la concurrence japonaise et européenne devient plus vive. Il résiste cependant à la tentation d'appliquer tout à fait son modèle aux États-Unis contemporains. Il se contente de signaler un déclin relatif et continue de croire que les États-Unis demeureront une grande puissance au 21<sup>ème</sup> siècle et que, s'ils savent reconnaître leurs limites et profiter judicieusement de leurs avantages, ils n'auront pas de véritable rival pour plusieurs années à venir.

Voilà des considérations qui, pour alarmistes qu'elles soient, demeurent assez prudentes et plutôt optimistes. L'ouvrage de Kennedy n'en est pas moins mis au rang des prophéties de malheur et suscite de vives critiques. Il faut dire que ces critiques s'adressent le plus souvent bien davantage à ce qu'on pourrait appeler le syndrome du déclin engendré par le livre de Kennedy, plutôt qu'aux thèses mêmes de l'historien.

Ceux qu'on appelle les «optimistes» font remarquer que les Américains manifestent une tendance quasi congénitale à s'inquiéter de l'état de la puissance de leur pays et à se sentir menacés. Samuel Huntington fait remarquer que le pays a connu de semblables paniques en 1957, au moment où les Soviétiques mettaient le premier satellite en orbite, puis vers 1969, quand on reconnut que les Soviétiques avaient atteint la parité nucléaire et que le président Nixon s'est mis à parler de multipolarité, en 1973, au moment de la crise du pétrole, et à la fin des années Carter, devant le nouveau déploiement militaire en Union soviétique. Ces crises en disent plus long sur la psychologie américaine que sur la puissance des États-Unis, souligne Huntington qui ne voit d'autres menaces à la suprématie américaine qu'une Europe définitivement unifiée, ce qui n'est pas près de constituer une réalité.<sup>8</sup>

D'autres arguments sont apportés par Huntington et d'autres auteurs, dont Joseph Nye dans un ouvrage remarquable sur le sens de la puissance dans les relations internationales.<sup>9</sup> D'abord, s'il faut parler de déclin, il s'agit bien davantage d'un déclin graduel de la prépondérance économique des États-Unis depuis 1950. Cette prépondérance, au lendemain du second conflit mondial, était tout à fait exceptionnelle, en raison de l'effondrement des économies européennes et japonaise. On peut même constater que la baisse de plusieurs indicateurs économiques est beaucoup plus frappante de 1950 à 1971 que de 1971 à 1990. On fait remarquer en outre que les effectifs militaires américains demeureront longtemps supérieurs à ceux de l'Europe et du Japon, en dépit des baisses prévues aux États-Unis et d'une certaine croissance au Japon et de l'éventuelle et problématique intégration de la défense européenne. Si l'économie américaine manifeste quelques signes de fragilité, les États-Unis n'en demeurent pas moins le pays le plus riche du

8. Samuel P. HUNTINGTON, «The u.s.-Decline or Renewal?», *Foreign Affairs* 67, Winter 1988/1989, p. 95.

9. Joseph S. NYE Jr., *Bound to Lead, The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

monde, le produit national brut américain se situant, en 1989, au-delà de 5 trillions de dollars, près du double de celui de son plus proche concurrent, le Japon. Il est vrai que le déficit commercial est inquiétant mais, dit-on, les opérations étrangères des firmes américaines sont quatre fois plus élevées que les exportations. Sans doute, les multinationales échappent, pour une bonne part, au contrôle du gouvernement américain, mais pas tout à fait et leur loyauté à l'endroit des États-Unis est encore visible.

Pour ce qui est du Japon, en particulier, ce pays fait l'objet d'un débat constant aux États-Unis. Aux pessimistes qui chantent le miracle japonais et enregistrent déjà la défaite des États-Unis en signalant les progrès fulgurants des Japonais même dans les domaines stratégiques où la forteresse américaine se croyait imprenable, comme la haute technologie, les optimistes rappellent les faiblesses japonaises. Le Japon constitue un marché relativement fermé aux entreprises de l'extérieur. Or cela ne saurait durer car la population japonaise est appelée à consommer de plus en plus, ce qui aura pour effet de réduire les surplus commerciaux. Les Japonais connaissent des problèmes : un niveau de vie inférieur à celui des Américains, en raison des prix élevés de l'immobilier ; le système de sécurité sociale du Japon est inadéquat et devra subir des corrections qui coûteront cher au gouvernement japonais. De plus, les Japonais sont encore repliés sur eux-mêmes, entretiennent une xénophobie qui les rend hostiles à une immigration qu'ils devront tôt ou tard se résoudre à accepter. Leur culture, pour fascinante qu'elle soit, n'a pas le caractère universaliste de la culture américaine et s'exporte donc difficilement. Tous ces facteurs, et bien d'autres, rendent le modèle japonais caduc, selon les Américains « optimistes ».

Malgré tout, la plupart des auteurs américains avouent que la puissance de leur pays n'est plus ce qu'elle était, que la fin de la guerre froide remet en question le leadership des États-Unis. Il faut bien reconnaître aussi que les Japonais ont quelque raison de se montrer impatients à l'endroit du déficit budgétaire américain qu'ils financent, à défaut d'une volonté américaine de défrayer l'addition en payant plus d'impôts. Plusieurs reconnaissent aussi qu'à Washington, on pourrait s'inspirer davantage du Japon et d'autres pays, en matière de politique industrielle, par exemple.<sup>10</sup>

Quoi qu'il en soit de la puissance américaine, force est de reconnaître que le monde dans lequel elle se situe a subi récemment de profondes mutations. On doit faire face à de nouvelles réalités.

10. «The economies that have made the most progress in the world in the last several decades have generally been states that have allowed a significant role for the state... in developing the national economy.», Charles W. MAYNES, «America Whitout the Cold War», *Foreign Policy*, 78, Spring 1990, p. 22.

## II - Nouvelles réalités

### Multipolarité

Une première conséquence obvie du démantèlement du bloc communiste, car le système international est devenu multipolaire. Déjà on parlait de multipolarité dans les années soixante pour souligner une nouvelle volonté de distanciation par rapport aux blocs de la part de pays comme la Chine et, à un moindre degré, la France et la Roumanie. Aussi, en raison de la puissance économique du Japon et de la communauté économique européenne (CEE), on parlait d'un monde à cinq puissances (É.U., URSS, Europe, Japon, Chine) au début des années soixante-dix. Mais le monde demeurerait bel et bien bipolaire en raison de l'énorme puissance des deux grands qui seuls avaient la possibilité d'ébranler l'ensemble du système. Il fallait bien constater aussi que la puissance qu'on évoquait ne se situait pas toujours au même niveau. Tantôt, il s'agissait de puissance économique sans impact militaire (le Japon et la CEE), tantôt il s'agissait d'une force nucléaire et géopolitique comme la Chine dont l'économie était encore faible. On pouvait toujours parler de multipolarité mais à condition de tenir compte du fait qu'on passait d'un échiquier à l'autre, comme le faisait remarquer Stanley Hoffmann qui proposait le concept d'asymétrie multipolaire pour rendre compte de l'ambiguïté de la situation.<sup>11</sup>

La situation demeure ambiguë à bien des égards mais la bipolarité est désormais tout à fait révolue. L'Union soviétique possède toujours un arsenal complet d'armes nucléaires toutes-puissantes. Mais on ne peut imaginer, au moins pour l'avenir immédiat, un scénario dans lequel ces armes seraient utilisées. Non seulement la motivation est visiblement absente mais la cohésion gouvernementale et militaire que suppose une telle opération n'existe pas et n'existera pas dans les prochaines années.

Cela laisse les États-Unis comme seule véritable grande puissance militaire. Mais, au même moment, les problèmes économiques de Washington et l'absence de menace soviétique amèneront les dirigeants américains à investir moins dans le domaine militaire tandis qu'on peut prévoir que le Japon et les pays européens chercheront à devenir moins dépendants des États-Unis en raison même de leur force économique et de la disparition de la menace

On envisage donc un monde multipolaire (c'est-à-dire un système dépourvu de puissance hégémonique) et certains, aux États-Unis, y voient de mauvais augures. On rappelle que les guerres ont souvent été déclenchées dans de tels contextes. Car le maintien de l'équilibre des puissances, par la

11. Stanley HOFFMANN, *Le dilemme américain*, Paris, Économica, 1982.



formation de coalitions pour empêcher une hégémonie, subissait invariablement des ratés en raison de mauvais calculs ou de défauts de perception. On craint en particulier l'évolution d'une Allemagne unifiée que la communauté européenne ne saurait tout à fait modérer.<sup>12</sup>

Outre que ces craintes apparaissent plutôt exagérées, compte tenu du développement de la CEE et des intentions allemandes de même que l'intérêt évident des Allemands de continuer, sans bifurquer, dans la voie de leurs succès, il est loin d'être démontré qu'un système multipolaire est nécessairement voué aux affrontements guerriers. Après tout, l'Europe a connu cent ans de paix relative à l'intérieur d'un tel système. Le déclenchement du conflit de 1914 peut être attribué à bien d'autres facteurs que la structure du système et, d'ailleurs, on pourrait faire valoir que c'est la bipolarisation même du système (en raison de la rigidité des alliances et de la constitution de deux blocs) qui a provoqué la guerre. Quant à 1939, c'est bien davantage la démesure hitlérienne et l'absence de volonté des puissances dispersées qui rend compte de la guerre plutôt qu'une multipolarité dont on peut douter qu'elle existât vraiment.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis se retrouvent désormais dans un triangle dont les autres faces sont le Japon et la Communauté européenne et dont les enjeux sont d'abord et avant tout économiques.

### Déclin du militarisme

Cela entraîne plusieurs observateurs à annoncer le déclin du militarisme dans les affaires internationales sinon l'obsolescence de la guerre.<sup>13</sup> Sans aller jusqu'à écarter les possibilités de conflits violents, on peut tout de même constater que l'interdépendance économique croissante, un certain nombre de progrès technologiques et la croissance d'une conscience internationale ont contribué à rendre le recours aux armes beaucoup moins acceptable qu'il l'était il y a cinquante ans.

Il est tout à fait remarquable, à cet égard, que la «reddition sans condition» de l'Union soviétique en Europe de l'Est se soit opérée sans intervention militaire. C'est là un événement sans précédent. L'histoire nous avait habitués à voir de tels bouleversements comme des conséquences de conflits armés. Que l'Union soviétique ait pris conscience de la futilité de l'affrontement nucléaire, c'est là peut-être un signe avant-coureur d'un nouveau processus de transformations internationales.<sup>14</sup> On peut faire

12. Voir John J. MEARSHEIMER, *op. cit.* Au sujet de la stabilité du système bipolaire, voir Kenneth N. WALTZ, «The Stability of a Bipolar World», *Daedalus*, vol. 93, n° 3 (Summer 1964), pp. 881-909 et *Theory of International Politics*, Reading, Mass., Addison-Wesley, 1979; Joyn Lewis GADDIS, *The Long Peace, Inquiries into the History of the Cold War*, New York, Oxford University Press, 1987.

13. Voir John MUELLER, *Retreat from Doomsday, the Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1988.

14. Voir Robert TUCKER, *op. cit.*, p. 208.

valoir aussi que les progrès en matière de satellites de reconnaissance ont conféré aux protagonistes une possibilité de percevoir avec grande exactitude les effectifs de l'adversaire et réduit considérablement les erreurs d'évaluation et, en conséquence, les interventions militaires inconsidérées.

### Croissance des enjeux économiques

La croissance des enjeux économiques est à la fois l'une des raisons et la contrepartie du déclin du militarisme. La mondialisation de l'économie a accentué l'interdépendance et fait en sorte qu'il devienne de plus en plus difficile d'envisager de porter la guerre dans un autre pays qui peut être le lieu d'investissements du pays d'origine, la source d'approvisionnements indispensables et un nécessaire débouché des exportations. Depuis le milieu des années quatre-vingt, le volume de la production internationale, c'est-à-dire les opérations de firmes qui produisent à l'extérieur de leur pays d'origine plutôt que d'exporter, a dépassé le volume des échanges internationaux.<sup>15</sup> En d'autres termes, les Américains ont des raisons de se préoccuper de la sécurité de leurs rivaux presque autant que de la leur.

Certes, les rivalités économiques sont susceptibles de s'envenimer plus encore qu'auparavant, en l'absence de la cohésion que la guerre froide rendait nécessaire. Déjà l'hostilité s'est accrue entre les trois grandes puissances économiques et elle est susceptible d'atteindre des niveaux inquiétants. Songeons en particulier à l'intensité du «*Japan-bashing*» aux États-Unis et aux manifestations d'anti-américanisme de la part des fermiers japonais. Certains croient que cette guerre économique pourrait dégénérer en guerre armée. Cela demeure très difficile à entrevoir à court et à moyen terme en raison même des intérêts croissants des puissances à l'intérieur du territoire des centres. Il y a eu des guerres suscitées par des intérêts économiques dans le passé mais jamais le monde n'avait atteint l'interdépendance qu'on constate aujourd'hui.

L'apparition des nationalismes en Europe de l'Est et en Union soviétique est un autre effet immédiat du démantèlement du bloc communiste. Des forces qu'on croyait étouffées ont été libérées, une fois que le couvercle de la marmite communiste a sauté. Bien loin d'être la fin de l'histoire<sup>16</sup>, notre époque est celle de la reprise d'une histoire interrompue. Tant de problèmes nationaux n'avaient pas été réglés depuis le démantèlement des empires ottoman et austro-hongrois, ils ne peuvent que refaire surface. Cela inquiète les observateurs américains qui rappellent que le nationalisme a souvent été à l'origine des conflits dans le passé. Mais, étant donné la force de l'interdépendance économique et l'absence d'un nationalisme exacerbé dans

15. Susan STANGE, «The Name of the Game», in Rizopoulos ed., *op. cit.*, p. 242.

16. Voir l'article de Francis FUKUYAMA, «The End of History», *The National Interest*, 16, Summer 1989, pp. 3-18.

les gands États, on peut croire que les nationalismes à l'œuvre à l'Est de l'Europe ne constitueront pas une source de préoccupation immédiate pour les États-Unis.

Enfin, il faut signaler les nouveaux enjeux internationaux qui se sont ajoutés récemment à l'ordre du jour des relations internationales. D'abord, l'écologie. Le Secrétaire d'État Baker a pu parler, en février 1990, d'un «*greening*» de la politique étrangère américaine et de l'intégration des préoccupations environnementales à cette politique.<sup>17</sup> La lutte contre le trafic de drogue constitue un autre enjeu international qui préoccupe les Américains et qui pourrait faire l'objet d'une «cause» nouvelle. Il en va de même des efforts pour enrayer certaines maladies dont le SIDA. Le terrorisme, toujours susceptible de constituer le recours des désespérés dans un Tiers monde où la surenchère des appuis et de l'aide des grandes puissances appartient désormais à l'histoire, voilà un autre phénomène qui retiendra l'attention des responsables américains.

### III - Options politiques

Face à ces réalités nouvelles, quelles sont les options qui s'offrent à la politique étrangère américaine? On peut envisager trois grandes orientations générales: l'isolationnisme, l'exercice d'un nouveau leadership et la coopération.

#### Isolationnisme

Si l'on considère les années de la guerre froide comme une parenthèse, il faut revenir à 1945 pour interroger la politique américaine. Plus précisément, il faut revenir à la fin des années trente. En effet, il est nécessaire de reculer aussi loin dans le temps pour retrouver une période où les Américains ne se sentaient pas menacés par une grande idéologie internationale. Puisque ni le fascisme, ni le communisme ni rien de comparable ne remet en question la démocratie américaine et le «*way of life*» qui l'accompagne, pourquoi les Américains, fidèles à la consigne de leur père fondateur, George Washington, n'abandonneraient-ils pas les alliances contraignantes pour se retirer dans l'isolationnisme? Remarquez que l'isolationnisme traditionnellement pratiqué par les États-Unis ne mettait pas en question les relations économiques avec les autres États. Washington avait insisté là-dessus. Un nouveau retrait américain signifierait seulement l'abandon des grandes alliances politiques et militaires. Plus d'alliance atlantique, plus de lien spécial avec le Japon. Les Américains se contenteraient de leur forte présence économique en Europe et chercheraient à

17. Discours du 26 février devant la «National Governors Association» cité par Roger D. Stone, «A look at the environmental crisis», in RIZOPOULOS ed., *op. cit.*, p. 149.

pénétrer davantage le Japon. Les Européens ou les Asiatiques ou les pays du Moyen-Orient ou de l'Afrique pourraient toujours se quereller entre eux. Il y aurait peu de chances, étant donné le déclin du militarisme et les orientations nettement économiques des nouvelles puissances, que ces querelles dégénèrent en conflit mondial. Si cela devait se produire, des signes avant-coureurs se manifesteraient et il serait toujours temps de remettre en œuvre la machine de la guerre froide. Car les Américains auraient continué de stocker des armes nucléaires en quantité limitée mais suffisamment dissuasives.

Bien que ce scénario soit assez souvent évoqué aux États-Unis et qu'il comporte une forte dimension populiste, il ne résiste pas à un examen sérieux de la situation. S'il peut être utile de considérer la guerre froide et la guerre mondiale qui a précédé comme une grande parenthèse, on ne peut par contre ignorer l'énorme évolution des relations internationales au cours de cette période. Autrement dit, les Américains d'aujourd'hui ressemblent peut-être, à bien des égards, à ceux de 1939 mais la guerre froide, pour terminée qu'elle soit, a laissé un héritage avec lequel il faut bien vivre.

D'abord, les armes nucléaires. Il est vain de penser qu'on puisse les abolir tout à fait au point de revenir au *statu quo ante*. Quand toutes ces armes seraient bel et bien détruites, ce qui est fort peu prévisible, il serait toujours possible d'en fabriquer d'autres assez rapidement, même si cela entraînerait la violation d'un interdit. Il restera donc des armes nucléaires et, bien sûr, il en restera hors du territoire américain. Et surtout, la possibilité d'en détenir sera toujours présente. Il est douteux qu'on puisse mettre un frein à la prolifération des armes nucléaires. Israël, l'Inde, l'Afrique du Sud, peut-être demain le Pakistan, l'Irak et le Brésil et d'autres encore s'ajoutent au club des cinq puissances présentement en possession de ces armes. L'Allemagne et le Japon, pour le moment bien à l'écart, ne résisteront peut-être pas toujours à la tentation. Des groupes terroristes pourront même s'équiper un jour d'armes nucléaires. Ces craintes sont peut-être excessives mais le simple fait qu'il existe des armes nucléaires ailleurs dans le monde enlève à la forteresse Amérique l'inviolabilité dont elle pouvait encore jouir en 1939.

De plus, l'héritage de la guerre froide comporte une habitude bien établie d'une présence américaine dans les forums internationaux. Pour déficiente qu'ait pu se révéler la diplomatie américaine au cours des quarante-cinq dernières années, elle a été fort active. On pourrait même dire que les Américains se sont enfin donné une tradition diplomatique.

Les Américains ont aussi pris conscience de l'unité de la planète, de l'interdépendance des peuples et du caractère inévitablement international de la plupart des enjeux autrefois réservés à la politique intérieure. Il est vrai que l'hétérogénéité culturelle du monde est encore peu reconnue pour ce qu'elle est, même parmi les élites intellectuelles, aux États-Unis. Il existe encore une forte tendance à croire que les autres cultures pourront s'américaniser de la même façon que diverses ethnies se sont intégrées ou tout au

moins agglutinées au *melting-pot* américain. Mais précisément cette croyance dans l'universalité de la culture américaine amène les Américains à se croire investis d'une mission dans le monde.

Un véritable isolationnisme n'est donc pas une option susceptible de caractériser la politique extérieure des États-Unis dans les années à venir. Mais, en raison même de ce qu'on a appelé «l'exceptionnalisme» américain, c'est-à-dire la conscience d'avoir accédé à une sorte d'épanouissement de la civilisation, les Américains ne voudront-ils pas continuer d'exercer leur leadership comme si cela leur revenait de droit?<sup>18</sup>

### Un nouveau leadership

On parle beaucoup, aux États-Unis, de la séduction qu'exerce la culture américaine, l'univers de valeurs américain, ailleurs dans le monde. On peut citer à cet effet l'utilisation de la statue de la Liberté par les étudiants chinois durant les manifestations de la place Tien an men au printemps de 1989. On peut constater aussi l'énorme diffusion du cinéma américain, de la musique populaire des États-Unis et de combien d'autres produits culturels américains. Ajoutez à cela le grand prestige des institutions de haut savoir américaines, l'aptitude unique des États-Unis à accueillir et intégrer les immigrants de toutes sortes. Cela constitue ce que Joseph Nye appelle le «*soft power*», c'est-à-dire une force d'attraction difficile à pondérer qui confère aux États-Unis un pouvoir particulier sur la scène internationale. Si l'on n'oublie pas que les États-Unis sont toujours le pays le plus riche du monde, celui dont les forces armées sont les plus redoutables, comment ne pas croire que les Américains exerceront encore leur leadership dit «bienveillant» dans le monde?

Cette option ne peut être écartée aussi facilement que la précédente. Mais il est douteux qu'elle puisse facilement s'imposer. Il est bien vrai que les Américains jouissent et jouiront dans un avenir prévisible d'un étonnant «*soft power*». Mais n'allons pas trop loin. Hors d'Amérique, la fascination d'une certaine culture populaire est souvent accompagnée d'une forte hostilité à l'endroit des États-Unis comme en témoignent diverses manifestations. La réputation qu'ont les Américains d'encourager la violence par la diffusion des armes à feu ne dispose guère les autres populations à leur endroit. Les Japonais consomment le produit culturel américain mais ils sont fiers du caractère non violent de leurs grandes villes, de leur sens du bien commun, de leur civisme. Il est tout naturel qu'un Japonais, un Allemand, un Suédois, pour ne pas parler des autres, soit persuadé à tort ou à raison, que la civilisation à laquelle il appartient dépasse de mille coudées celle de l'Amérique.

18. Le titre même de l'ouvrage de Joseph Nye cité plus haut, *Bound to Lead*, bien qu'il s'agisse d'une œuvre de grande qualité où toutes les nuances appropriées sont introduites, ne témoigne-t-il pas de la conception d'une certaine destinée américaine à dominer le monde? Bien sûr, ce n'est pas là le message de l'ouvrage. Mais quel titre!

De plus, il n'est pas sûr que l'Europe nouvelle, l'Allemagne en particulier, accepte de bonne grâce le paternalisme américain qui allait de soi au cours de la guerre froide. Pourtant, des élites américaines conçoivent un nouveau rôle pour les États-Unis en Europe, celui d'atténuer les possibilités de conflit, de surveiller les relations des Européens entre eux et de continuer de veiller à la sécurité de l'Europe.

Sans doute, la force militaire américaine est toujours bienvenue en Europe, peut-être aujourd'hui plus que jamais. Les Européens ne sont guère disposés à augmenter leurs dépenses militaires et ils ne voient pas d'un mauvais œil, mises à part les impopulaires armes nucléaires en Allemagne, que les Américains continuent de contribuer à la sécurité de l'Europe. Ils y voient là quelque chose d'assez naturel et qui correspond aux intérêts des États-Unis autant qu'aux leurs. Ils accepteront que l'OTAN continue d'exister jusqu'à ce qu'on ait mis sur pied une autre forme de sécurité collective ou qu'on ait tout à fait transformé cette organisation. Mais ils se sentiront de plus en plus mal à l'aise de voir les États-Unis animer l'organisation militaire européenne. Quant au rôle assigné à l'OTAN par plusieurs de «contenir» l'Allemagne, il est difficile de penser que les Allemands acceptent de voir cette dernière jouer ce rôle. Déjà, l'Allemagne se trouve dans une situation contradictoire, participant à une alliance dont l'objectif est toujours de contrer l'Union soviétique et étant désormais liée, depuis le 9 novembre 1990, par un traité avec l'URSS qui contient une clause de non-agression. Remarquons bien que les Allemands n'ont pas demandé de permission aux États-Unis pour signer ce traité.

De toutes façons, ce n'est pas par des moyens militaires que les autres pays européens vont «contenir» une Allemagne devenue un géant économique (cela lui réussit si bien, pourquoi songerait-elle à autre chose ?<sup>19</sup>) C'est bien davantage la CEE qui «ancrera» l'Allemagne en Europe, garantira cette «Allemagne européenne» que proclame le chancelier Helmut Kohl. On peut alors se demander en quoi retourne un nouveau leadership américain en Europe ?

Le leadership américain n'est guère plus acceptable au Japon. Là aussi, sans doute, les Japonais accepteront que les Américains continuent de veiller à la sécurité de l'Asie plutôt que de s'engager eux-mêmes dans une grande politique d'armement et de se donner le rôle de gardien de la sécurité dans le Pacifique, ce qui ne manquerait pas d'effrayer leurs voisins. Mais, en revanche, les Japonais, qui déjà sont les grands créanciers des États-Unis et sont propriétaires d'une partie du sol américain, ne se laisseront pas dominer par leur «gardien de sécurité». Ils sont d'ailleurs déjà engagés dans une participation étroite quant à la production militaire, comme en témoigne la fabrication d'un prototype japonais, le FSX, de l'avion chasseur américain F-16.

19. Voir R. TUCKER, *op. cit.*, pp. 221-222.

Restent l'Union soviétique, la Chine, le Moyen-Orient, le Tiers monde. Oublions les deux premiers où la nouvelle amitié américaine n'est pas appelée à se transformer en leadership. Les Américains ne pourront-ils pas faire valoir leur énorme potentiel militaire pour veiller à la paix dans les autres régions? La crise du golfe Persique, due aux folles ambitions de Saddam Hussein, n'a-t-elle pas donné aux États-Unis l'occasion d'exercer leur leadership? Oui, sans doute. Mais si l'on compare la façon de procéder d'un James Baker, au moins jusqu'à la fin de novembre 1990 (au moment où ces lignes sont écrites), en dépit de la rhétorique intempestive du président Bush, avec les interventions américaines du temps de la guerre froide, le contraste est frappant. Rarement, les dirigeants américains auront-ils autant consulté leurs alliés et recouru avec autant de zèle à des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Si l'on peut encore parler de leadership, c'est d'un leadership plutôt modéré qu'il s'agit. Enfin, on peut se demander si la population américaine autorisera toujours de bonne grâce ce genre d'intervention.

### Coopération

Il est loin d'être sûr que cette population endossera davantage la troisième grande option, celle de la coopération internationale. Si les États-Unis s'orientent dans cette voie, qui paraît bien être la seule qui soit viable, au moins à moyen terme, ils accepteraient, pour la première fois dans leur histoire, de jouer un rôle de participant dans les affaires internationales. Ils constitueraient toujours, à n'en point douter, une grande puissance mais le rôle de cette puissance, pour important qu'il soit, serait axé sur la collaboration plutôt que sur la domination.

Les Américains continueraient d'être présents en Europe et cela, dans leur intérêt autant que celui des Européens. Les intérêts, comme les cultures et l'orientation démocratique des pays d'Europe et de ceux de l'Amérique du Nord sont assez semblables pour que l'Alliance atlantique continue d'avoir un sens et une grande portée, bien au-delà de la sécurité militaire. Les Américains devraient même conserver une présence militaire en Europe mais en même temps accepter que se forme peu à peu un véritable système européen, conçu par les Européens eux-mêmes. Autrement dit, l'interdépendance, le sens de la communauté, la coopération sont appelés à connaître une intensité croissante mais seulement dans la mesure où Américains et Européens se parleront d'égal à égal. Selon cette optique, les conflits ne manqueront pas, le dialogue entre des blocs économiques irréductibles sera pénible, peut-être même interrompu parfois. Mais, malgré l'absence d'une menace commune, les Américains verront leur intérêt dans ce dialogue.

Ce dialogue gagnerait à être étendu à l'Est, jusqu'en Russie. Des organismes comme la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) connaîtront probablement une extension de leur portée. Quoi qu'il en

soit, les États-Unis auront intérêt à conserver ouvertes les lignes de communication avec l'Union soviétique ou ce qui résultera des bouleversements à venir, en raison du passé, de la présence des armes nucléaires et de possibilités d'une résurgence à venir.

Quant à l'Asie, le rôle des forces armées américaines, du moins de la marine, peut fort bien demeurer important à cause du souhait des Japonais, comme on l'a vu plus haut, et probablement en raison d'une volonté américaine de ne pas démanteler ses forces militaires aussi rapidement qu'en 1945 et d'une conversion graduelle et lente de l'économie de guerre froide.

Le Japon deviendrait alors un véritable partenaire des États-Unis. Serait-il appelé à collaborer, voire à contribuer à des interventions militaires, comme paraissent le souhaiter les Américains, déçus de la tiédeur japonaise à l'occasion de la crise du golfe Persique ? Il n'est pas sûr que les Américains seraient toujours heureux des agissements d'une force militaire japonaise tout à coup déliée de contraintes constitutionnelles. Pourquoi ne pas respecter les réticences japonaises à aller trop loin dans cette direction ? Chose certaine, les Japonais demanderont, en retour d'une plus grande contribution aux affaires mondiales, une influence proportionnelle. C'est bien cette influence que les Américains devront accepter, bon an mal an.

Il est à prévoir que les Japonais et les Américains sauront continuer d'encadrer leurs rivalités dans un climat pacifique. Une sorte de stratégie de dissuasion mutuelle (de type MAD) devrait prévaloir entre eux aussi longtemps que les Japonais conserveront leurs investissements massifs aux États-Unis et que les Américains seront aussi présents au Japon, la difficile présence économique étant complétée par la présence militaire.

Suivant ce scénario de participation, les Américains, comme ils ont commencé à le faire, redécouvriront les vertus de l'Organisation des Nations Unies et du multilatéralisme. Ils joueront un rôle actif dans les organisations internationales, y veilleront à leurs intérêts mais accepteront les décisions de ces organisations et leurs politiques, même si elles ne sont pas inspirées par eux. Par exemple, pourquoi le Président de la Banque mondiale ne serait-il pas un Japonais ? Pourquoi les Américains n'accepteraient-ils pas de ne plus se retrouver prépondérants au Fonds monétaire international ? Enfin, si les Soviétiques semblent redécouvrir le droit international, pourquoi les Américains ne feraient-ils pas de même ? Le chemin à parcourir est sans doute beaucoup moins long pour eux.

Cette option a été présentée d'une manière générale et simplificatrice. Elle constitue une sorte d'idéal de politique étrangère mais cet idéal devrait s'imposer de plus en plus. Les conflits feront inévitablement partie de cet univers politique mais ils ne seraient pas vus par les Américains comme devant toujours être résolus par eux ni devoir se résoudre à leur avantage. Dans un scénario de participation, on accepte d'avance les revers autant que les victoires, sans que les uns ou les autres doivent modifier les règles du jeu.



De formidables obstacles se dressent sur la voie d'une telle politique. Ces obstacles relèvent pour beaucoup de la culture et de l'état d'esprit de la population américaine et, pour une bonne part, de ses dirigeants.

#### IV - Résistances culturelles

Relevons d'abord une fausse dichotomie qui a souvent servi de cadre au débat relatif à l'engagement américain sur la scène internationale. On distingue deux courants, deux écoles, celle des isolationnistes et celle des internationalistes. Les premiers sont le plus souvent des pacifistes et s'opposent aux engagements américains en même temps qu'au globalisme de la politique étrangère. Les seconds sont ceux qui favorisent une présence active des États-Unis dans les affaires internationales mais qui, en même temps, à la manière du président Kennedy, invitent leur gouvernement à prendre des responsabilités mondiales, à exercer un leadership dans l'ensemble du système international. Les isolationnistes se sont opposés à l'engagement américain au Vietnam pour des raisons parfois étroites et égoïstes. Les internationalistes se veulent beaucoup plus altruistes mais se sentent obligés d'invoquer le leadership pour motiver une présence américaine dans le monde. Tout se passe comme s'il n'y avait pas de milieu entre l'isolationnisme et un internationalisme un peu paternaliste sinon agressif. C'est là peut-être la raison pour laquelle les «optimistes» s'opposent si farouchement aux «pessimistes» qui parlent de déclin. Ils craignent que ces derniers n'entraînent la population vers une attitude défensive, de protectionnisme et de repli sur elle-même. Pour eux, semble-t-il, il faut que les États-Unis soient puissants et prépondérants pour légitimer leur rôle sur la scène internationale.

Il est rare que l'option de la coopération énoncée plus haut soit envisagée, bien qu'elle le soit davantage depuis quelque temps. La journaliste Flora Lewis en donne un bon exemple : «le fait que les États-Unis ne peuvent agir seuls ne signifie pas qu'ils doivent écarter la responsabilité de leurs capacités.»<sup>20</sup>

Les Américains ne sont pas portés à répondre positivement à une telle invitation. Ils ont été habitués à s'engager au nom de grandes causes morales. Le président Wilson rompait, en 1917, avec un siècle d'isolationnisme, pour mettre fin au fléau de la guerre, pour créer un ordre international nouveau. Franklin Roosevelt, en 1941, engageait les Américains dans la lutte contre le fascisme pour sauver la démocratie. Harry Truman et ses successeurs ont défendu la cause sacrée de la résistance au communisme.

20. Traduction libre : «The Fact that the U.S. cannot do it alone does not mean it should reject the responsibility of its capacity.» (Flora Lewis, «Policing the World», *The New York Times*, Oct. 17 1990, p. A27.

Or il n'existe pas présentement de grandes causes de cet ordre. Certains le déplorent, d'autres sont à la recherche d'un nouvel idéal. Un sénateur aux aspirations présidentielles déclare que les États-Unis ne sont pas un pays de petites ambitions.<sup>21</sup> Le président Bush s'efforce de justifier l'intervention dans le golfe Persique au nom d'une cause sacrée.

Peut-être trouvera-t-on des causes sacrées à défendre dans l'avenir. Il est plutôt probable que les relations internationales seront dénuées de telles causes dans un avenir prochain. Comment persuader la population américaine que ses intérêts sont en jeu ou qu'une participation est justifiable même s'il ne s'agit pas d'une croisade ?

Cela sera d'autant plus difficile que les Américains se sont habitués à situer leur pays dans une position exceptionnelle. Les États-Unis étant considérés comme la Jérusalem des temps modernes, la « cité qui brille sur la montagne », comme aimait à le rappeler le président Reagan, ils ne pouvaient que se retirer des affaires, s'ils craignaient d'être contaminés par les autres. Quand ils ont cru devoir intervenir, ils l'ont fait en montrant la voie aux autres, en exerçant leur leadership. Si l'on fait exception des toutes premières années de leur histoire, les Américains n'ont jamais été membres d'une alliance qu'ils n'ont pas dominée.

Dans ces conditions, comment acceptera-t-on de partager l'Alliance atlantique en égaux avec les Européens, de considérer le Japon comme un partenaire égal, d'accepter l'autorité d'un secrétaire général des Nations Unies ?

Il faudrait sans doute l'autorité morale d'un grand leader charismatique pour entreprendre l'éducation du peuple américain, leur faire accepter que leur pays soit un grand pays mais, au mieux, un « *primus inter pares* », ou plutôt un pays parmi d'autres et que, peut-être, une vision des choses plus éclairée puisse leur parvenir d'ailleurs ? Il faudrait inculquer aux Américains le sens de l'internationalisme, de la participation à un monde divers, hétérogène où nous sommes interdépendants. Quand on remarque qu'il n'est pas encore possible, dans la plupart des régions des États-Unis, de recevoir régulièrement un canal de télévision d'un pays étranger, que les Américains sont soumis à fort peu de messages qui leur viennent d'ailleurs, il est permis d'être pessimiste.

D'autant plus que les Américains se sont fait dire, pendant huit ans, par le Président le plus populaire du siècle, qu'ils étaient les meilleurs, les plus libres, les plus moraux et qu'ils étaient appelés à ouvrir la voie à tous les peuples du monde. De plus, loin d'entretenir le sens de la solidarité internationale ou même nationale, on a encouragé l'individualisme le plus débridé qui soit. Avec pour résultat que les Américains, qui sont encore parmi les plus riches du monde, sont les moins taxés des populations de tous les pays industrialisés et trouvent le moyen de se rebiffer agressivement

21. Cité par Charles William MAYNES, *op. cit.*, p. 18.

contre les politiciens qui osent leur proposer des augmentations d'impôt. Comment espérer que les Américains en viendront à accepter de contribuer à la construction d'un ordre international nouveau quand ils se refusent encore à financer eux-mêmes leurs propres dépenses gouvernementales ? Alors qu'il faut inciter les Japonais à consommer davantage, on n'arrive pas à persuader les Américains de diminuer quelque peu leur consommation effrénée pour défrayer les coûts sociaux ou pour épargner.<sup>22</sup>

En dépit de ces énormes obstacles, il est permis d'espérer que l'option de la coopération finisse par s'imposer. D'abord parce que le message du déclin commence à faire son chemin et à remplir sa fonction éducative. Peu à peu et forcément, les Américains apprennent de leurs élites et des informations quotidiennes que leur pays est soumis à une forte concurrence. Certes, ils doivent être protégés contre la tendance à paniquer. Les États-Unis sont toujours forts mais leur triomphe de la guerre froide doit être modeste. À cet égard, le président Bush a fait preuve d'une admirable modération en se gardant d'écraser son partenaire Gorbatchev et de tourner le fer dans la plaie.

De plus, les nouvelles réalités internationales énoncées plus haut finiront bien par s'imposer sinon à l'ensemble de la population, du moins aux élites. De plus en plus de spécialistes américains de la politique étrangère parlent de partage, de solidarité, de la fin de l'hégémonie américaine, d'une plus grande autonomie européenne, d'un nouveau rôle dévolu au Japon. Ce message parviendra-t-il bientôt à la population ? On ne peut que l'espérer.

Enfin, il devrait apparaître assez clairement, au moins aux responsables de la politique extérieure, que l'isolationnisme constitue une voie sans issue. Quant à la voie du leadership, c'est probablement à ce sujet que le débat demeurera ouvert pour quelques années. Si les Américains finissent par accepter que la coopération est de beaucoup préférable au leadership, le monde et les États-Unis ne s'en porteront que mieux.

22. William H. McNEILL parle de «glorification of instant gratification of personal impulse as the presumed path to happiness and success». «Winds of Change», in RIZOPOULOS ed., *op. cit.*, p. 176.